

Dossier n° : 20190364  
Tribunal de Grande Instance  
(*Tribunal Judiciaire à compter du 01/01/2020*) de LYON  
Juge de l'Exécution chargé des Saisies Immobilières  
**Audience d'Orientation du 14 janvier 2020 à 9h30**

## **VENTE**

### **SUR SAISIE IMMOBILIERE**

**Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de LYON** (*Tribunal Judiciaire de LYON à compter du 01/01/2020*), Département du Rhône.

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

**Le Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de LYON** (*Tribunal Judiciaire de LYON à compter du 01/01/2020*), Département du Rhône, a tranché en l'audience publique du

**la sentence d'adjudication suivante :**

<p><b>CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions</b></p>
---

**auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de LYON** (*Tribunal Judiciaire de LYON à compter du 01/01/2020*), **au plus offrant des enchérisseurs, les biens et droits immobiliers suivants :**

Biens immobiliers bâtis sur la commune BRON (69500), 36 rue de la Pagère, soit :

Un terrain édifié de deux maisons individuelles séparées.

Cadastré :

**Section A n°1047 – Lieudit « 34, rue de la Pagère »  
d’une surface de 00ha 05a 34ca.**

Tel que le bien existe, s’étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attaches, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatives aux présentes.

**PRECISION CADASTRALE**

Précision étant ici faite que les biens objets de la présente proviennent de la division d’un immeuble de plus grande importance originairement cadastré Section A n°522, lieudit 38 rue de la Pagère pour une contenance de onze ares soixante-quatre centiares (00ha 11a 64ca), le surplus restant cadastré :

- Section A n°1046 lieudit 38 rue de la Pagère pour une contenance de quatre ares soixante-seize centiares (00ha 04a 76ca).

Cette division résulte d’un document d’arpentage dressé par Monsieur GROULT, géomètre expert, publié au Service de la Publicité Foncière de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau le 13 décembre 2013, volume 2013 P n°8449.

Ainsi qu’il résulte de l’extrait de matrice cadastrale délivré par la Direction Générale des Finances Publiques – Centre des Impôts Fonciers du Rhône en date du 13 juin 2019.

**PROCEDURE**

**La présente procédure de saisie immobilière et de distribution du prix est poursuivie**

**à l'encontre de :**

SAINT PRIEST (Rhône), de nationalité française, Gendarme, et demeurant Gendarmerie Nationale, 36 Boulevard de l'ouest- 69580 SATHONAY CAMP, marié à Madame Samia FELLOUS sous le régime légal de la communauté d'acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de SAINT PRIEST (Rhône) le 29 juin 2002, ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.

mai 1973 à LYON 3<sup>ème</sup> arrondissement (Rhône), de nationalité française, Secrétaire, et demeurant Gendarmerie Nationale, 36 Boulevard de l'ouest- 69580 SATHONAY CAMP, mariée à Monsieur Karim LABIDI sous le régime légal de la communauté d'acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie de SAINT PRIEST (Rhône) le 29 juin 2002, ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.

1982 à LA TRONCHE (Isère) de nationalité française, Gendarme, demeurant 21 avenue Léon Blum, Bâtiment J, 38100 GRENOBLE, marié à Madame Nina Elda SERCIAT sous le régime légal de la communauté d'acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie d'ECHIROLLES (Isère) le 3 octobre 2009, ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.

née le 3 février 1985 à GRENOBLE (Isère), de nationalité française, Intérimaire, demeurant 21 avenue Léon Blum,

d'acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la Mairie d'ECHIROLLES (Isère) le 3 octobre 2009, ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.

**Aux requêtes, poursuites et diligences de la société CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE GRENOBLE RIVET**, Société coopérative de crédit à capital variable et à responsabilité statutairement limitée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de GRENOBLE sous le n°775 595 473, dont le siège social est 11 place Gustave Rivet, 38000 GRENOBLE, prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité de droit audit siège,

Ayant pour Avocat constitué, **Maître Matthieu ROQUEL**, Avocat au Barreau de LYON (Toque 786), y demeurant 170 boulevard Stalingrad, 69006 LYON, membre de la Société Civile Professionnelle Interbarreaux DESILETS-ROBBE-ROQUEL, au Cabinet duquel il est fait élection de domicile.

**Suivant commandements de payer valant saisie immobilière délivrés :**

- en date du 08 août 2019 par Maître Aranud DENUZIERE, Huissier de Justice associé de la SELARL JURIKALIS, titulaire d'un Office d'Huissier de Justice à la résidence de VILLEFRANCHE SUR SAONE, 194, rue Charles Germain – 69400 VILLEFRANCHE SUR

- en date du 26 juillet 2019 par Maître Cyril N'KAOUA, Huissier de Justice, titulaire d'un Office d'Huissier de Justice à la résidence de GRENOBLE, 13, cours Jean Jaurès – 38000 GRENOBLE, s'agissant des

**En vertu et pour l'exécution de la grosse en forme exécutoire de :**

1°/ La copie exécutoire à ordre d'un acte authentique reçu le 11 mars 2015 par Maître Laurent THIOLLIER, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle dénommée « Dominique BREMENS, Laurent THIOLLIER, Nathalie LARDET-FLEURIER et Yves DELECRAZ », titulaire d'un Office Notarial sis à LYON 6<sup>ème</sup> arrondissement (69006), 45 quai Charles de Gaulle, contenant prêt immobilier par la société **CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE GRENOBLE RIVET** :

➤ [REDACTED]  
MODULIMMO de la somme en principal de 81 184,39 €, outre frais et intérêts conventionnels, et garanti par une inscription de privilège de prêteur de deniers publiée à la Conservation des Hypothèques de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau (69) le 9 avril 2015, Volume 2015 V n°2767, et par une inscription de privilège de prêteur de deniers publiée à la

Conservation des Hypothèques de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau (69)  
le 9 avril 2015, Volume 2015 V n°2768.

Et de

**2°/ La copie exécutoire à ordre d'un acte authentique reçu le 11 juin 2015 par Maître Nathalie LARDET-FLEURIER**, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle dénommée « Dominique BREMENS, Laurent THIOLLIER, Nathalie LARDET-FLEURIER et Yves DELECRAZ », titulaire d'un Office Notarial sis à LYON 6<sup>ème</sup> arrondissement (69006), 45 quai Charles de Gaulle, contenant prêt immobilier par la société **CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE GRENOBLE RIVET** :

➤

MODULIMMO de la somme en principal de 88 887,00 €, outre frais et intérêts conventionnels, et garanti par une inscription d'hypothèque conventionnelle publiée à la Conservation des Hypothèques de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau (69) le 10 juillet 2015, Volume 2015 V n°5424, et par une

Conservation des Hypothèques de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau (69) le 10 juillet 2015, Volume 2015 V n°5425.

**Pour avoir paiement de la somme de :**

**a) Décompte en Euros au 6 mai 2019 des sommes dues au titre du prêt n°102780891400021012202 :**

- Capital restant dû au 22/03/2018	<b>77 930,28 €</b>
o Solde dû au 22/03/2018	77 930,28 €
- Intérêts échus :	<b>3 612,66 €</b>
o Solde dû au 22/03/2018	1 336,67 €
o Courus du 23/03/2018 au 06/05/2019	2 275,99 €
- Assurance	<b>0,00 €</b>
o Solde dû au 22/03/2018	0,00 €
- Frais	<b>0,00 €</b>
o Solde dû au 22/03/2018	0,00 €
- Indemnité conventionnelle au taux de 7,000 %	<b>5 455,12 €</b>

Non compris les intérêts au taux de 2,600 % du 07/05/2019 jusqu'à la date effective du paiement, les frais de recouvrement : MEMOIRE

**SOUS TOTAL AU 06/05/2019 OUTRE MEMOIRE :  
86 998,06 €**

**b) Décompte en Euros au 6 mai 2019 des sommes dues au titre du prêt n°102780891400021012203 :**

- Capital restant dû au 22/03/2018	<b>85 962,44 €</b>
o Solde dû au 22/03/2018	85 962,44 €
- Intérêts échus :	<b>3 952,59 €</b>
o Solde dû au 22/03/2018	1442,02 €
o Courus du 23/03/2018 au 06/05/2019	2 510,57 €
- Assurance	<b>490,90 €</b>
o Solde dû au 22/03/2018	0,00 €
o Courue du 23/03/2018 au 06/05/2019	490,90 €
- Frais	<b>0,00 €</b>
o Solde dû au 22/03/2018	0,00 €
- Indemnité conventionnelle au taux de 7,000 %	<b>6 017,37 €</b>

Non compris les intérêts au taux de 2,600 % du 07/05/2019 jusqu'à la date effective du paiement, les frais de recouvrement : MEMOIRE

**SOUS TOTAL AU 06/05/2019 OUTRE MEMOIRE 96 423,30 €**

Soit au TOTAL **183 421,36 Euros SAUF MEMOIRE (décompte arrêté au 06/05/2019)**, montant de la créance totale due en principal, intérêts et accessoires.

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

**Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, c'est-à-dire :**

- i. La constitution de Maître Matthieu ROQUEL, Avocat au Barreau de LYON (Rhône), Toque 786, y demeurant 170 boulevard Stalingrad, 69006 LYON

(Téléphone : 04 37 48 80 80, Fax : 04 37 48 80 81),  
membre de la Société Civile Professionnelle  
Interbarreaux DESILETS – ROBBE – ROQUEL,  
pour la **CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE  
GRENOBLE RIVET**, Société coopérative de  
crédit à capital variable et à responsabilité  
statutairement limitée, immatriculée au Registre  
du Commerce et des Sociétés de GRENOBLE  
sous le n°775 595 473, dont le siège social est 11  
place Gustave Rivet, 38000 GRENOBLE, prise  
en la personne de ses représentants légaux en  
exercice domiciliés en cette qualité de droit audit  
siège, avec élection de domicile en son cabinet ;

- ii. L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- iii. Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;
- iv. L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;
- v. La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.
- vi. L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci au Service de la Publicité Foncière de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau ;
- vii. L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- viii. L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution ;
- ix. La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer à l'huissier de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une

personne morale, sa dénomination et son siège social ;

- x. L'indication qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;
- xi. L'indication que le juge de l'exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du Tribunal de Grande Instance de LYON (Tribunal Judiciaire de LYON à compter du 01/01/2020) siégeant 67 rue Servient, 69003 LYON;
- xii. L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi ;
- xiii. L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par les articles L. 712-1 et s. du code de la consommation.
- xiv. Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

**Ces commandements n'ayant pas reçu satisfaction, ont été publiés pour valoir saisie au Service de la Publicité Foncière de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau le 18 septembre 2019 volume 2019 S 00058 et 2019 S n°00059.**

**Le Service de la Publicité Foncière de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau a délivré le 20 septembre 2019 l'état hypothécaire ci-annexé certifié à la date de publication du commandement de payer valant saisie.**

*(Cf État hypothécaire ci-annexé)*

**De même et par exploits en date du 13 novembre 2019 délivrés par :**

**- Maître CORSIN, Huissier de Justice associé de la SELARL JURIKALIS, titulaire d'un Office d'Huissier de Justice à la résidence de VILLEFRANCHE SUR SAONE, 194, rue Charles Germain – 69400**

[REDACTED]

- Maître Cyril N'KAOUA, Huissier de Justice, titulaire d'un Office d'Huissier de Justice à la résidence de GRENOBLE, 13, cours Jean Jaurès – 38000

[REDACTED]

la société CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE GRENOBLE RIVET a fait délivrer à Monsieur et

[REDACTED]

comparaître à l'audience d'orientation de Madame le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LYON pour le mardi 14 janvier 2020 à 9h30, salle G.

*(Cf. assignations ci-annexées)*

L'adjudication aura lieu en un lot pardessus la ou les mises à prix ci-après indiquées :

150 000 €

Cent cinquante mille euros

offerte(s) par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

<b>CLAUSES ET CONDITIONS SPECIALES</b>
--

**A - DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE**

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal de Grande Instance de LYON (*Tribunal Judiciaire de LYON à compter du 01/01/2020*) en UN LOT, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué :

Biens immobiliers bâtis sur la commune BRON (69500), 36 rue de la Pagère, soit :

Un terrain édifié de deux maisons individuelles séparées.

Cadastré :

**Section A n°1047 – Lieudit « 34, rue de la Pagère »  
d’une surface de 00ha 05a 34ca.**

Tel que le bien existe, s’étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attaches, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

**PRECISION CADASTRALE**

Précision étant ici faite que les biens objets de la présente proviennent de la division d’un immeuble de plus grande importance originellement cadastré Section A n°522, lieudit 38 rue de la Pagère pour une contenance de onze ares soixante-quatre centiares (00ha 11a 64ca), le surplus restant cadastré :

- Section A n°1046 lieudit 38 rue de la Pagère pour une contenance de quatre ares soixante-seize centiares (00ha 04a 76ca).

Cette division résulte d’un document d’arpentage dressé par Monsieur GROULT, géomètre expert, publié au Service de la Publicité Foncière de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau le 13 décembre 2013, volume 2013 P n°8449.

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s’étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d’immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

**Selon acte en date du 10 septembre 2019, Maître Arnaud DENUZIERE, membre de la SELARL JURIKALIS, titulaire d’un Office d’Huissier de Justice à la résidence de VILLEFRANCHE SUR SAONE, 194 rue Charles Germain, CS 30030 – 69651 VILLEFRANCHE SUR SAONE CEDEX a procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après annexé.**

*(Cf. PV descriptif ci-annexé)*

Ainsi qu’il résulte de l’extrait de matrice cadastrale délivré par la Direction Générale des Finances Publiques – Centre des Impôts Fonciers du Rhône en date du 13 juin 2019.

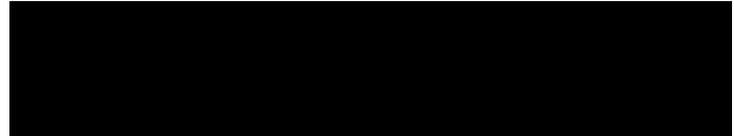
*(Cf. annexes documentaires – n°1)*

**B - RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT DES IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS (C.G.I. ANN. II, ART. 258)**

Les biens sont en cours de construction, actuellement inachevée et à l'arrêt.

**C - ORIGINES DE PROPRIETE**

**Immédiate**



**avoir acquis en indivision** de la société dénommé ALLIANCE IMMOBILIER, Société à Responsabilité Limitée au capital de 7 625,00 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le n°425 068 640, dont le siège social est sis 12 place Jules Guesde, 69007 LYON, prise en la personne de son représentant légale en exercice, suivant acte reçu par **Maître Laurent THIOLLIER**, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle « Dominique BREMENS, Laurent THIOLLIER, Nathalie LARDET-FLEURIER et Yves DELECRAZ », titulaire d'un Office Notarial sis à LYON 6<sup>ème</sup> arrondissement (69006), 45 quai Charles de Gaulle, en date du 11 mars 2015, et publié le 9 avril 2015 au 3<sup>ème</sup> Bureau du Service de la Publicité Foncière de LYON sous les références 2015 P n°3600.

**Antérieure**

Selon l'acte reçu le 11 mars 2015, et publié le 9 avril 2015 au 3<sup>ème</sup> Bureau du Service de la Publicité Foncière de LYON sous les références 2015 P n°3600 :

La société ALLIANCE IMMOBILIER, Société à Responsabilité Limitée au capital de 7 625,00 €, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le n°425 068 640, dont le siège social est sis 12 place Jules Guesde, 69007 LYON, détenait ses droits pour les avoirs acquis selon acte de Maître Jacques BERAT, Notaire à LYON, avec la participation de Maître Benjamin DUMONTET, Notaire à VILLEURBANNE, et celle de Maître Dominique BREMENS, Notaire à LYON, reçu le 20 décembre 2012, publié au Service de la Publicité Foncière de LYON 3<sup>ème</sup> Bureau le 22 janvier 2013, volume 2013 P n°1152.

**D - SYNDIC**

NEANT

**E- RENSEIGNEMENTS D'URBANISME**

Les renseignements d'urbanisme sont annexés au présent cahier des conditions de la vente.

*(Cf. renseignements d'urbanisme ci-annexés)*

**F- SERVITUDES**

Selon l'acte reçu le 11 mars 2015, et publié le 9 avril 2015 au 3<sup>ème</sup> Bureau du Service de la Publicité Foncière de LYON sous les références 2015 P n°3600, il existe une servitude de passage de réseau électrique au bénéfice de la parcelle cadastrée A 1046 voisine, constituée par acte de Maître Jacques BERAT, Notaire à LYON, en date du 09 juillet 2013, publié au 3<sup>ème</sup> Bureau du Service de la Publicité Foncière de LYON le 30 juillet 2013, volume 2013 P n°8449, et ci-après littéralement reproduite :

**SERVITUDES**

L'ACQUEREUR profite ou supporte les servitudes s'il en existe.

Le VENDEUR déclare :

- n'avoir créé ni laissé créer de servitude,
- qu'à sa connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles rapportées ci-après, ou résultant de la situation naturelle des lieux, de la loi, de l'urbanisme.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques BERAT, Notaire à LYON, le 09 Juillet 2013, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité

foncière de LYON 3ème le 30 juillet 2013, volume 2013P n°8449, il a été constitué la servitude dont la teneur est ci-après littéralement retranscrite :

**"FONDS DOMINANT**

Désignation: A BRON (Rhône) 38 rue de la Pagère, la propriété cadastrée section A n°1046, présentement vendue.

Propriétaire : Monsieur et Madame Yassin BOUAFIA

Effet relatif: Acquisition objet des présentes et qui sera publiée dès avant ou en même temps que les présentes auprès du service de la publicité foncière compétent.

**FONDS SERVANT**

Désignation: A BRON (Rhône) 38 rue de la Pagère, la parcelle cadastrée section A n°1047, issue de la division de la parcelle anciennement cadastrée section A n°522, restant la propriété du vendeur.

Propriétaire : la société ALLIANCE IMMOBILIER.

Effet relatif: Acquisition suivant acte reçu par Maître Jacques BERAT, Notaire à LYON le 20 décembre 2012 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de LYON 3EME, le 22 janvier 2013 volume 2013P, numéro 1152.

**"Nature de la servitude**

**Servitude de passage de réseau électrique existant:**

A titre de servitude réelle et perpétuelle, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant et de ses propriétaires successifs un droit de passage en tréfonds du réseau de desserte d'électricité existant,

Dont l'emplacement est figuré en rouge au plan n°2 ci-annexé après mention.

Le propriétaire du fonds dominant fera entretenir cette servitude à ses frais exclusifs.

Il s'oblige à faire remettre à ses frais le fonds servant dans l'état où il a été trouvé tant avant les travaux de réparations ou entretien, de manière à n'apporter à son propriétaire que le minimum de nuisances.

En cas de détérioration apportée à cette canalisation ou à ces gaines du fait du propriétaire du fonds servant, ce dernier devra en faire effectuer à ses seuls frais la réparation sans délai.

Etant précisé en tant que de besoin que toutes les interventions techniques et entretien sur cette servitude ne pourront être effectués que par les services compétents autorisés en la matière et non par le propriétaire du fonds dominant lui-même.

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, la présente constitution de servitude est évaluée à 150,00 €."

Un plan de ladite servitude est demeuré ci-annexé après mention.

**G - SUPERFICIE**

Conformément aux termes de la loi 96-1107 du 18 Décembre 1996 et du décret 97-532 du 23 Mai 1997 et selon mesures établies par la société JURITEC :

**MAISON A :**

- Surface habitable : 95,10 m<sup>2</sup>,

**MAISON B :**

- Surface habitable : 107,70 m<sup>2</sup>,

(voir dossier de diagnostics techniques infra)

## **H - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE**

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique.

*(Cf. diagnostics techniques ci-annexés)*

## **I - OCCUPATION**

Selon le procès-verbal descriptif ci-dessus relaté, le bien est inoccupé.

## **J - DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION**

Aux termes de l'article 10 II de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation (JO 4 janvier 1976) :

*« Lorsque la vente du local à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel à lieu par adjudication volontaire ou forcée, le locataire ou l'occupant de bonne foi doit y être convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception un mois au moins avant la date de l'adjudication.*

*A défaut de convocation, le locataire ou l'occupant de bonne foi peut, pendant un délai d'un mois à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de l'adjudication, déclarer se substituer à l'adjudicataire. Toutefois, en cas de vente sur licitation, il ne peut exercer ce droit si l'adjudication a été prononcée en faveur d'un indivisaire. »*

Aux termes de l'article 7, I du décret n°77-742 du 30 juin 1977, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants locaux à usage d'habitation (JO 9 juillet 1977) :

*« Lorsque la vente de l'appartement et de ses locaux accessoires a lieu par adjudication volontaire ou forcée, une convocation doit être adressée au locataire ou à l'occupant de bonne foi, à la diligence soit du vendeur ou du poursuivant, soit de leur mandataire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception un mois au moins avant la date de l'adjudication.*

*Elle indique s'il y a une mise à prix ou non et, dans l'affirmative, elle en précise le montant. Elle indique les*

*jour, lieu et heure de l'audience d'adjudication ainsi que le tribunal ou le notaire devant lequel elle se fera ; elle indique en outre que les enchères sont portées devant le tribunal par ministère d'avocat et reproduit les termes du paragraphe II de l'article 10 de la loi du 31 décembre 1975 susvisée.*

*Lorsque l'adjudication est reportée, il est procédé à une nouvelle convocation dans les délais et formes prévus au précédent alinéa. »*

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

Article 108 :

*Le titre 1<sup>o</sup> du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :*

*Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.*

Article L 616 :

*En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.*

*Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.*

*En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.*

Il est ici précisé selon l'acte reçu le 11 mars 2015, et publié le 9 avril 2015 au 3<sup>ème</sup> Bureau du Service de la Publicité Foncière de LYON sous les références 2015 P n°3600, et selon le Certificat d'Urbanisme obtenu en date du 25 juin 2019 :

*« Le terrain est situé dans le champ d'application territorial du Droit de Préemption Urbain Simple.. Si une mutation est envisagée, elle devra être précédée d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner adressée au Maire de la Commune. »*

Les dispositions d'urbanisme applicables au tènement sont celles de la zone du PLUH approuvé le 13 mai 2019 n° **Uri2b – Révision n°2.**

*(Cf. renseignements d'urbanisme ci-annexés)*

**K – RETRIBUTION DU SEQUESTRE REPARTITEUR**

L'avocat chargé de la distribution du prix ou du paiement de celui-ci tant dans le cadre de la vente amiable que de la vente forcée percevra, au titre de sa mission, par privilège avant tous autres, un émolument calculé sur la base des sommes en distribution conformément aux dispositions des articles A.444-192 et A.663-28 du Code de Commerce.

**Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.**

**En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.**

**Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.**

<p style="text-align: center;"><b>CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES</b></p>
---

**CHAPITRE I<sup>ER</sup> : DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> – CADRE JURIDIQUE**

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière

**ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE**

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

### **ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE**

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

### **ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant

activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

#### **ARTICLE 5 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES**

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

#### **ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

#### **ARTICLE 7 – SERVITUDES**

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

## **CHAPITRE II : ENCHERES**

### **ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES**

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

### **ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR**

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné à l'article 13, conformément aux dispositions de l'article R.322-10-6° du Code des procédures civiles d'exécution, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

### **ARTICLE 10 – SURENCHERE**

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier

surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

#### **ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES**

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

### **CHAPITRE III : VENTE**

#### **ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE**

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

### **ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE**

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

### **ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE**

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils

sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

#### **ARTICLE 15 – VENTE FORCEE**

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

#### **ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES**

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

#### **ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION**

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

#### **ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS**

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

#### **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE**

##### **ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT**

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

##### **ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE**

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente sur surenchère.
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon

le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

#### **ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES**

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

#### **ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE**

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

### **ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS**

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

### **ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1<sup>ER</sup> RANG**

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1<sup>er</sup> rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

### **ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE**

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

#### **ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE**

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

#### **CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES**

#### **ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE**

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

#### **ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT**

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

**Ainsi fait et dressé par Maître Matthieu ROQUEL  
Avocat poursuivant**

**Le 18 novembre 2019**

**Liste des pièces jointes** (dans l'ordre du cahier)

- 1.** Assignations des saisis du 13 novembre 2019 (x2)
- 2.** Etat hypothécaire initial délivré le 07/06/2019 (initial) et Etat hypothécaire délivré le 20 septembre 2019 (sur Publication des commandements de payer valant saisie immobilière du 18/09/2019)
- 3.** Procès-verbal descriptif établi le 10 septembre 2019 par Maître Arnaud DENUZIERE